

Contre-terrorisme et islamisation du Caucase du Nord

Pavel K. Baev, Ashley Milkop

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2007/5 **Hors série**, PAGES 167 À 177
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 2200924157

DOI 10.3917/pe.hsoi.0167

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-5-page-167?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Contre-terrorisme et islamisation du Caucase du Nord

Par **Pavel K. Baev**

Pavel K. Baev est chargé de recherche à l'International Peace Research Institute d'Oslo (PRIO). Ses travaux sur la politique antiterroriste russe et les conflits au Caucase sont soutenus par le Conseil de la recherche et le ministère de la Défense norvégiens.

Texte traduit de l'anglais par Ashley Milkop

Les violences ont décliné en Tchétchénie depuis 2004, en particulier du fait d'une évolution des tactiques russes, mais elles essaient dans tout le Caucase du Nord. Si la crise de régimes népotiques et corrompus du Caucase du Nord constitue un facteur évident de la transformation des communautés musulmanes – les *Jamaat* – en vecteurs de la contestation sociale et politique, la réduction par Moscou du problème islamiste dans le Caucase à la lutte contre le terrorisme est grosse de dangers pouvant s'étendre bien au-delà de cette seule région.

Ce texte a été publié pour la première fois dans le n° 1-2006 de Politique étrangère.

politique étrangère

L'année 2005 a été marquée par un changement significatif du paradigme sécuritaire pour le Caucase du Nord russe. Ces dix dernières années, et surtout depuis le déclenchement de la deuxième guerre de Tchétchénie (1999), les affrontements affectant cette région multiethnique et traversée par nombre de frontières administratives ont résulté de débordements de la zone de guerre. La Tchétchénie est ainsi apparue comme une sorte de « trou noir » d'où surgissaient périodiquement des attaques-surprises, telles celles du 22 juin 2004 sur Nazran en Ingouchie, ou du 1^{er} septembre 2004 sur Beslan en Ossétie du Nord. Depuis 2005, la Tchétchénie semble être l'œil du cyclone qui s'abat violemment sur toute la région, soufflant par rafales sur des zones inattendues et semant, par tornades, le désordre dans des cités pacifiques. Un mécontentement social sédimenté constitue la principale source d'énergie de cette tempête, récupéré par des réseaux islamiques clandestins. Moscou a été manifestement étonnée par l'escalade de l'instabilité ; et la fin brutale de l'insurrection armée à Naltchik dans la Kabardino-Balkarie, le 13 octobre 2005, ne signifie pas que la Russie soit prête pour ce défi. Lors d'une très courte visite à Grozny le 12 décembre

2005, Vladimir Poutine affirmait : « Nos adversaires ignorent que la Russie a toujours été le défenseur le plus ardent et le plus fiable des intérêts islamiques¹ ». Cette tentative de « convaincre ceux qui n'ont pas encore rendu leurs armes qu'ils poursuivent des idéaux trompeurs » témoigne d'une ignorance flagrante des motivations et de la détermination des rebelles.

Le combat contre l'insurrection après Beslan

Si le terrorisme fait désormais partie du quotidien russe, le contre-terrorisme a, quant à lui, été instrumentalisé pour divers objectifs politiques dès le début du mandat présidentiel de V. Poutine². L'attaque terroriste qui a entraîné le massacre des écoliers de Beslan a représenté un tel choc pour tout le pays qu'elle a pu aisément justifier des mesures exceptionnelles. Dans un discours passionné rappelant l'appel de Staline à ses « frères et sœurs » (1941), V. Poutine a invité le pays à une mobilisation de « guerre » contre le terrorisme international³. La plupart des mesures d'urgence prises suite à cette tragédie – le remplacement de l'élection des gouverneurs par leur nomination directe, la fin des circonscriptions pour les élections à la Douma – n'avaient guère de rapport avec la lutte contre le terrorisme. Mais les opérations de contre-terrorisme en Tchétchénie et dans les républiques voisines du Caucase du Nord devaient néanmoins évoluer significativement bien que progressivement.

L'intensité des opérations armées en Tchétchénie a sensiblement diminué depuis l'été 2004 : les troupes russes se concentrent sur la protection des bases militaires et des convois, et sur le déminage dans Grozny. La plus grande partie du « sale boulot » – traque des groupes rebelles ou maintien de l'ordre par *zachistka* (un « nettoyage » à la russe qui est entré, comme *pogrom*, dans la langue internationale) –, relève désormais des forces locales. Leur très peu conforme commandant, Ramzan Kadyrov, constitue un casse-tête pour Moscou. La tentative russe de faire évoluer l'espace politique tchétchène par les législatives de novembre 2005 a ainsi été contrecarrée par une fraude manifeste et organisée⁴. À la différence de

1. Ce discours lors de la première session du parlement tchétchène donne l'impression d'une improvisation laborieuse. Il est disponible sur <president.kremlin.ru> et un commentaire plus poussé peut en être trouvé dans P.K. Baev, « Putin protects Islam and praises democracy in Grozny », *Eurasia Daily Monitor*, 14 décembre 2005, disponible sur <www.jamestown.org>.

2. Les théories du complot élaborées au sujet de deux explosions ayant eu lieu à Moscou en septembre 1999 et qui ont fait émerger Vladimir Poutine à la tête du Kremlin n'ont jamais été vraiment démenties ; voir I. Milshtein, « It all started with a big explosion », *Grani.ru*, 9 septembre 2003, disponible sur <www.grani.ru>. Voir aussi : P.K. Baev, « Instrumentalizing counter-terrorism for regime consolidation in Putin's Russia », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 27, n° 4, juillet-août 2004, p. 337-352.

3. S. Medvedev, « Juicy Morsels » : *Putin's Beslan Address and the Construction of a New Russian Identity*, Washington, DC, CSIS, « PONARS Policy Memo », n° 334, 2004.

4. Pour une évaluation des chances du processus de paix qu'auraient pu déclencher ces élections, voir F. Hill, A. Lieven et Th. de Waal, *A Spreading Danger: Time for a New Policy Toward Chechnya*, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, « Policy Brief », n° 35, 2005. Au sujet de la manipulation des élections par Kadyrov, voir A. Malashenko, « The main competition is between Kadyrov and Moscow », *Polit.ru*, 25 novembre 2005, disponible sur <www.kavkaz-forum.ru>.

son père, le mufti Akhmad Kadyrov installé par Moscou comme président et assassiné en mai 2004, Kadyrov fils n'a aucune autorité morale et est perçu comme un bandit brutal et stipendié. Chez les rebelles, la mort d'Aslan Maskhadov (mars 2005), président élu et chef de la résistance, a affaibli la direction des divers groupes, et les a poussés à recourir à l'islam de plus en plus souvent pour légitimer leur cause.

Dans le Caucase du Nord, Moscou a choisi de décentraliser sa campagne antiterroriste et mis en place de nouvelles unités opérationnelles (Gruppy operativnogo upravleniya [GrOU], Groupes de gestion opérationnelle), chargées de diriger et d'organiser les opérations dans chacune des républiques. Chaque groupe est dirigé par un colonel du ministère de l'Intérieur (dont le nom reste secret), et comprend des représentants d'autres institutions de maintien de l'ordre, ainsi que de l'armée. En cas d'incident majeur, le GrOU responsable prend le contrôle de toutes les forces et moyens militaires lourds de la région pour éliminer le plus vite possible les terroristes. La traduction concrète en a été un enchaînement d'opérations violentes et sans contrôle dans divers quartiers urbains durant le premier semestre 2005 : une force massive incluant des blindés étant employée contre de supposées cellules terroristes⁵. De toute évidence, les autorités ne se sont posé nulle question sur les « dégâts collatéraux ». Le résultat de cette brutalité délibérée et sans limite est une colère croissante – bien au-delà de l'effet dissuasif attendu⁶.

Le manque de renseignements fiables – de la part de la police (sur les suspects locaux) ou des services spéciaux (sur les canaux extérieurs) –, constitue la faiblesse principale des forces fédérales. Le renforcement des organismes de maintien de l'ordre a pu paraître prometteur mais un facteur a été négligé : la corruption croissante. Toutes les républiques du Caucase du Nord connaissent une interpénétration de la police et du crime organisé, laquelle donne lieu à une véritable économie de l'ombre ; au lieu d'infiltrer les réseaux terroristes, les chefs locaux de la police se contentent de disqualifier leurs rivaux en les désignant comme « islamistes radicaux »⁷. Pour afficher leurs résultats dans la traque des réseaux terroristes, les départements régionaux du Service fédéral de sécurité (Federalnaja Sluschba Besopasnosti, FSB) ont souvent identifié des musulmans à la piété « suspecte » comme des « extrémistes »

Le manque de renseignements fiables constitue la faiblesse principale des forces fédérales

5. A. Cherkasov, « Tanks know the truth », *Ezhednevny zhurnal*, 15 mars 2005, disponible sur <www.ej.ru/>.

6. Pour un exposé détaillé, voir A. Tsiganok, « The imitation of anti-terror », *Polit.ru*, 25 octobre 2005, disponible sur <polit.ru>.

7. Pour un exposé du délitement des organismes en charge du respect de la loi, illustré par l'emploi du terme méprisant *menty*, voir L. Nikitinsky, « The dictatorship of menty », *Novaya gazeta*, 17 octobre 2005, disponible sur <2005.novayagazeta.ru>.

méritant d'être traités en conséquence. Un grand nombre de communautés musulmanes hier regroupées autour d'une mosquée – les *Jamaat*⁸ – sont désormais contraintes à la clandestinité.

La crise des régimes néopatrimoniaux

La recentralisation du pouvoir est un des principes centraux du système mis en place par V. Poutine – même si la mise en œuvre de ce principe dans un pays aussi complexe reste problématique. Par manque de ressources administratives, le président a dû déléguer d'importantes responsabilités aux gouverneurs régionaux et aux présidents de républiques. La sélection de ces derniers devient primordiale. Les élections laissant trop de place au hasard, le président s'est donc arrogé le droit de désigner les candidats et de renvoyer des élus – qui peuvent agir comme bon leur semble dans leur fief –, dont on cherche avant tout à s'assurer la loyauté. Ce dispositif présente d'évidents défauts, et dans le Caucase du Nord la crise des institutions politiques a atteint un niveau très préoccupant⁹.

Les statistiques officielles (qui n'incluent pas l'économie parallèle), placent ces républiques parmi les plus défavorisées de Russie : des subventions massives doivent donc compenser leur déficit budgétaire. Les présidents des républiques contrôlent désormais une fonction cruciale : la distribution des ressources fournies par Moscou, les impôts locaux ne comptant que pour une part négligeable de leurs revenus. Le contrôle de ces transferts de fonds est, pour l'essentiel, inexistant. Les présidents, en affichant leur loyauté, ont pu constituer des réseaux de prébendes qui bénéficient pour l'essentiel aux membres de leurs familles et à leurs clans. Ces régimes personnels paradémocratiques sont souvent qualifiés de « néopatrimoniaux », et leurs caractéristiques assez bien étudiées¹⁰. Leur stabilité peut durer quelque temps, mais deux problèmes fondamentaux en minent les fondements sociaux : l'extension sans limite des clans privilégiés et une corruption endémique.

Chaque président du Caucase du Nord est ainsi devenu une sorte de *Cher Leader*, entouré d'une cour de proches et de valets espérant une part de la rente fédérale. La demande devance en général l'offre mais le gouvernement de Moscou, qui a perçu d'importants bénéfices pétroliers

8. Au sujet de l'interprétation délibérément tronquée des traditions musulmanes dans les communautés du Caucase, voir I. Dobaev, « On sources and aims of the North Caucasian terrorism », *Polit.ru*, 21 décembre 2005, disponible sur <www.kavkaz-forum.ru>.

9. Nikolaï Petrov demeure un critique sans relâche des réformes fédérales de Poutine ; voir, par exemple, « The subjective federalism », *Grani.ru*, 22 décembre 2005, disponible sur <www.grani.ru>.

10. Un analyste très perspicace du néopatrimonialisme au Caucase est Georgi Derluguian (« The coming revolutions in the North Caucasus », Washington, DC, CSIS, « PONARS Memo », n° 378, décembre 2005 et, pour une analyse plus poussée, voir *Bourdieu's Secret Admirer in the Caucasus*, Chicago, University of Chicago Press, 2005).

ces deux dernières années, peut se montrer généreux. Les clans dirigeants sont néanmoins devenus de plus en plus imprudents, et leur pratique s'illustre d'actes comme l'assassinat de sept concurrents, en septembre 2004, par le gendre du président de la République des Karatchaï-Tcherkesses, Moustafa Batdyev. Ce genre d'affaire aurait fait sans doute peu de vagues en Kalmoukie – où règne le despote Kirsan Ilioumjinov, désigné pour un nouveau mandat par Poutine – alors que dans l'instable Tcherkessie les clans opposés au pouvoir ont pu organiser quelques protestations publiques¹¹. En alignant les actions antiterroristes, en se déclarant « ennemi juré » de l'intégrisme, M. Batdyev a pu se maintenir au pouvoir, sans doute avec une stabilité très relative¹².

Dmitri Kozak, envoyé spécial du Kremlin pour le sud de la Russie, dont le Caucase, a tenté de sonner l'alarme. D'une incorruptibilité reconnue, il n'est pourtant pas le chevalier blanc s'attaquant aux moulins de la corruption : simplement un fonctionnaire à la tâche impossible, impuissant à agir, même en cas d'urgence¹³. Ce n'est ni la gangrène avancée des administrations de ces républiques, ni la brutalité des polices criminalisées qui en ont fait un critique si alarmiste : il tente simplement de convaincre V. Poutine (qui jusque-là l'estimait et se fiait à ses conseils) que le système politique en vigueur génère des situations de type révolutionnaire au sens léniniste du terme, opposant dirigeants incompetents et masses en colère.

Voyant que ses avertissements ne parvenaient pas au président, ou que celui-ci ne les prenait pas en considération, D. Kozak a commis la faute suprême au regard de la cour du Kremlin, hantée par le désir de secret : une fuite vers la presse d'un mémorandum décrivant en détail la dégradation des régimes du Caucase du Nord¹⁴. Le Daghestan y est identifié comme la plus dangereuse concentration de troubles potentiels. La présidence de Magomedali Magomedov, fortement encouragée par Moscou, a rompu l'équilibre délicat entre les différents groupes ethniques. Attentats et assassinats sont aussi fréquents au Daghestan qu'en Tchétchénie, et ils traduisent les luttes violentes pour la richesse et le pouvoir entre branches concurrentes du clan dirigeant. Vladimir Poutine a fini par reconnaître la nécessité d'une intervention présidentielle, mais a réaffirmé lors d'une

11. À la suite de la « révolution orange » à Kiev, cette manifestation sans violence a créé la panique à Moscou ; voir M. Fatullaev, « The autumn of the president », *Nezavisimaya gazeta*, 1^{er} novembre 2004.

12. Y. Latynina, « The terrorist non-attack uncovered four months after », *Ezhednevny zhurnal*, 25 août 2005, disponible sur <www.ej.ru>.

13. Les efforts de Kozak sont exemplaires au regard de l'incompétence arrogante qui persiste aux échelons élevés du pouvoir de la présidence ; en dépit de son « exil » au Caucase, on le considère comme l'un des successeurs possibles de Poutine en 2008 ; voir, par exemple, N. Paton Walsh, « Putin rejects third term and leaves legacy of uncertainty », *The Guardian*, 28 septembre 2005.

14. C'est dans le tabloïd *Moskovsky Komsomolets* qu'ont été publiés les éléments et les conclusions les plus sensationnels du mémorandum ; voir E. Deeva, « How Dagestan will be exploded », *Moskovsky Komsomolets*, 8 juillet 2005, disponible sur <www.mk.ru>.

brève visite à Makhatchkala, en juillet 2005, son soutien à Magomedov, promettant de déployer au Daghestan des unités de montagne supplémentaires pour lutter contre « les invasions extérieures »¹⁵.

Les *Jamaat* comme relais de la protestation sociale

La crise permanente des régimes néopatrimoniaux du Caucase du Nord empêche les administrations traditionnelles, rongées par la corruption, de remplir leurs fonctions sociales de base. D'où, simplement, la croissance des réseaux informels d'aide sociale, parmi lesquels les *Jamaat* jouent un rôle particulier. Le rôle de l'islam dans ces sociétés (si l'on met de côté les communautés russes, minorité qui importe surtout dans les villes, et les

Les administrations traditionnelles, rongées par la corruption, ne remplissent pas leurs fonctions sociales de base

Ossètes, en majorité chrétiens) était autrefois très limité. Comme l'assure Georgi Derluguian : « Traditionnellement, à cinquante ans, les hommes se muaient en anciens respectés et, munis de leurs cannes (même si elles étaient inutiles),

commençaient à fréquenter les mosquées »¹⁶. Cette tradition patriarcale a commencé à changer à la fin des années 1990, quand de nombreux jeunes hommes, souvent d'une vingtaine d'années à peine, commencèrent à visiter les mosquées pour trouver des réponses au contexte de chômage et d'impasse sociale. Leurs familles, quelque peu surprises de ces inclinations religieuses, les soutenaient néanmoins, jugeant l'étude du Coran plus saine que les gangs de rue ou le trafic de drogue. Mais la jeune génération post-soviétique s'est vite avérée plus sérieuse vis-à-vis des normes et des règles islamiques que ses aînées, et a commencé à mettre en cause les interprétations libérales données par les autorités islamiques officielles.

Comme l'Église orthodoxe durant la période soviétique, bien que d'une manière moins centralisée, les mosquées étaient étroitement liées aux structures étatiques. La transition chaotique du début des années 1990 a brisé cette relation, par l'émergence de centaines de mosquées souvent financées par l'Arabie Saoudite ou des organisations caritatives islamiques (la Turquie a aussi fourni une aide importante). Le renforcement des régimes néopatrimoniaux du Caucase du Nord, à la fin des années 1990, a donc posé un dilemme aux autorités musulmanes, ou muftis, de ces républiques : alors que certaines mosquées préféraient le retour à la coexistence pacifique avec les autorités, à la soviétique, d'autres choisissaient de garder leur récente indépendance. En renforçant leur emprise sur le pouvoir, les

15. Poutine a attaché une importance particulière à protéger les centres de tourisme dans la région de Krasnodar, ce qui était peu rassurant pour les Daghestanais pour qui la violence armée est devenue un élément quotidien ; voir Y. Latynina, « Boots in Dagestan », *Ezhednevny zhurnal*, 18 juillet 2005, disponible sur <www.ej.ru>.

16. G. Derluguian, « Nalchik as the Russian Andijan », *Izvestia*, 18 octobre 2005.

présidents se faisaient par ailleurs de moins en moins tolérants aux oppositions, même à caractère spirituel. En Kabardino-Balkarie par exemple, plusieurs mosquées dites « alternatives » étaient fermées, des dizaines de communautés islamiques organisées autour d'imams indépendants étant contraintes à la clandestinité, à travers un réseau de *Jamaat*¹⁷.

Pour élargir le soutien à leur fragile position, les *Jamaat* ont alors souvent prôné un retour aux anciennes traditions islamiques. Mais ces traditions présoviétiques devenues légendaires se caractérisaient par un lien fort entre un islam « pur » et une lutte héroïque contre la colonisation russe du XIX^e siècle. L'imam Chamil fut, à cette période, à la fois un grand chef de guerre et le dirigeant d'un proto-État musulman organisé, qui a survécu pendant un quart de siècle dans les régions montagneuses de Tchétchénie et du Daghestan¹⁸. La victoire des rebelles dans la première guerre tchétchène des années 1990 a amplifié cette interprétation militante et politisée de l'islam. Mais le développement de ce mouvement fut enrayeré par l'incursion d'un « corps expéditionnaire » de Chamil Bassaïev au Daghestan en août 1999. Au lieu de rafler le soutien des communautés islamiques montagnardes, Ch. Bassaïev se heurta à une ferme résistance : ses guerriers tchétchènes étaient vus non comme des soldats du djihad mais comme des pillards étrangers. L'attitude de la population locale permit à des forces russes hâtivement rassemblées de repousser les troupes de Bassaïev à l'issue d'une série de combats indécis. Plus important, l'aventure eut pour effet de compromettre le message de l'intégrisme islamique, désormais identifié, peu précisément, comme wahhabisme.

L'effet de *containment* a joué quelques années mais en s'affaiblissant peu à peu et, début 2005, la machine de propagande de Moscou qui persistait à présenter le wahhabisme comme la bannière idéologique du terrorisme islamique international, avait quelque peu perdu de son pouvoir de conviction¹⁹. L'expansion du réseau de *Jamaat* au-delà de la région de l'ancien État de Chamil a aussi été facilitée par le délitement des élites népotiques au pouvoir en Kabardino-Balkarie et dans la République des Karatchaï-Tcherkesses, assurant aux imams une posture morale bien supérieure à celle de politiques corrompus. Dans le même temps, les responsa-

17. Il y a peu d'informations sur les réseaux islamiques clandestins ; voir G. Shvedov, « The North Caucasian palette », *Gazeta.ru*, 13 octobre 2005, disponible sur <www.gazeta.ru> ; M.I. Roshchin, « The history of Islam in Kabardino-Balkaria », *Chechnya weekly*, 8 décembre 2005, disponible sur <www.jamestown.org>.

18. Suite à la capitulation de Chamil en 1864, l'Empire russe prit contrôle de ces structures quasi étatiques. Elles ont réussi à maintenir un message pur et militant de l'islam jusqu'à ce que les Soviétiques renforcent leur emprise dans les années 1920 ; voir Y. Soshin, « The Caucasian blindness », *GlobalRus*, 21 octobre 2005, disponible sur <globalrus.ru>.

19. Le procès de Muhtar Ataev, un imam islamiste accusé d'être responsable d'une émeute armée dans le village montagnard de Karamahi en été 1999, a provoqué d'assez larges manifestations de sympathie au Daghestan en automne 2005. Voir Y. Rybina, « I have not touched arms from the childhood », *Kommersant*, 30 novembre 2005.

bles des républiques réalisaient que la chasse aux radicaux islamistes était la meilleure démonstration de leur loyauté envers Moscou, et un excellent argument dans la course aux fonds fédéraux. La persécution brutale eut pour effet de pousser les *Jamaat* – et même celles qui valorisaient initialement des stratégies non violentes de solidarité sociale – à choisir la résistance armée, et parfois même le terrorisme.

Le moment de vérité vint au matin du 13 octobre 2005, quand plusieurs groupes militants (leur nombre n'a pas été déterminé avec précision mais on pense qu'ils comptaient environ 150 rebelles) attaquèrent simultanément une douzaine de postes de police et d'administrations à Naltchik, en Kabardino-Balkarie. L'attaque était bien organisée mais vouée à l'échec : au moins 1 500 hommes lourdement armés, militaires ou des forces spéciales, étaient déployés dans la ville, auxquels vinrent se joindre plusieurs centaines d'autres au cours d'une journée d'intenses et chaotiques combats de rue²⁰. Le plus surprenant, pour les habitants traumatisés de Naltchik, fut que la plupart des rebelles tués se révélèrent n'être ni des Tchétchènes, ni des mercenaires étrangers mais les fils de familles respectées de la ville²¹. Pour les autorités, cette victoire facile validait leurs choix politiques : elles ne tirèrent donc aucune leçon de la crise. On entendit ça et là les habituelles dénonciations du chômage élevé, ou de « missionnaires » étrangers utilisant la couverture des organisations non gouvernementales (ONG) pour convertir les jeunes gens en terroristes à coups de dollars. Le Kremlin se contenta de la perpétuation des mêmes politiques – hausse des budgets des républiques, renforcement des forces spéciales et de police dans les capitales – ; mais les experts russes dénoncent désormais un désastre annoncé, certains réclamant même – en écho aux émeutes françaises de novembre 2005 – un nouveau prosélytisme chrétien pour repousser la menace islamique²².

La Russie : quel défi islamique ?

La surprise de l'attaque survenue à Naltchik venait en partie du fait que les évaluations de la menace avaient identifié Makhatchkala – capitale du Daghestan – comme cible privilégiée d'une attaque de grande échelle, où les « wahhabites » du pays auraient pu joindre leurs forces à celles des rebelles tchétchènes²³. À l'été 2005, il y avait en effet plus de combats au

20. A. Nikolsky, « Victorious terrorist attack », *Vedomosti*, 14 octobre.

21. Le chagrin des familles était aggravé par une loi antiterroriste qui stipulait que les corps ne devaient pas leur être restitués mais enterrés dans des tombes anonymes ; voir F. Maksimov, « The right to claim the corpse », *Kommersant-Vlast*, n° 42, 24 octobre 2005.

22. De telles opinions s'expriment même chez les conservateurs « éclairés » ; voir A. Privalov, « The Notre Dame de Paris Mosque », *Expert*, 7 novembre 2005.

23. T. Samedov et M. Muradov, « The rebels launched the autumn offensive », *Kommersant*, 14 octobre 2005 ; A. Smirnov, « Nalchik: Chechen rebels built on ancestor's tactics », *Chechnya weekly*, 27 octobre 2005, disponible sur <www.jamestown.org>.

Daghestan qu'en Tchétchénie, et les victimes des forces fédérales s'y compaient par centaines (bien qu'au fil de statistiques officielles peu fiables). Chamil Bassaïev n'a sans doute pas voulu répéter l'erreur d'août 1999, et a cherché à éviter de brider la diffusion de la crise en provoquant une nouvelle réaction anti-tchétchène. Analysant l'attaque de Naltchik comme une diversion, la direction antiterroriste du Daghestan a intensifié, fin 2005, les « frappes préventives », indiquant par exemple qu'Abou Omar as-Seïf, le plus haut représentant d'Al-Qaïda au Caucase du Nord, avait été éliminé²⁴. Début 2006, ce GROU mobilisait quelque 700 militaires avec artillerie et appui aérien contre une bande de 10 à 12 rebelles en fuite²⁵. La sécurité au Daghestan ne s'est guère améliorée depuis, le clan du président Magomedov persistant à s'aliéner les élites des autres groupes ethniques par de continus abus de pouvoir.

Sa tentative pour changer de leadership au Daghestan ayant échoué, Dimitri Kozak tenta de pousser les responsables des républiques à plus de transparence, en dotant Moscou d'un contrôle réel sur l'usage des transferts fédéraux, là où ils constituent plus des deux tiers du budget régional. On aurait pu ainsi sans doute diminuer la quantité de crédits allant aux réseaux clientélistes ; mais les présidents concernés ont immédiatement fait front commun contre cette menace mortelle – cette disposition ne sera donc pas acceptée de sitôt²⁶. La corruption mine à tel point ces régimes néopatrimoniaux que ni carotte, ni bâton ne semblent pouvoir les faire évoluer raisonnablement. Le remplacement du « président à vie » de Kabardino-Balkarie, Valery Kokov, en septembre 2005, s'est ainsi traduit par une simple reconfiguration du pouvoir autour d'un nouvel homme fort.

Au début 2006, les autorités russes considèrent comme moins urgents les enjeux sécuritaires du Caucase du Nord ; mais nombre d'évaluations alarmistes, publiées dans le second semestre 2005, semblent fournir une analyse plus exacte d'une instabilité en réalité croissante. Dans un discours confidentiel, Vladislav Surkov, chef adjoint de l'administration présidentielle russe, identifiait alors le Caucase du Nord en feu comme le problème numéro un²⁷. Filant la méta-

Début 2006, les autorités russes considèrent moins urgents les enjeux sécuritaires du Caucase du Nord

24. « FSB confirmed the extermination of Bin Laden's emissary in the Caucasus », *Lenta.ru*, 16 décembre 2005, disponible sur <www.lenta.ru>.

25. Y. Latynina, « On the incursion of terrorists from Georgia and Azerbaijan », *Ezhednevny zhurnal*, 11 janvier 2006, disponible sur <ej.ru>.

26. I. Suhov, « External financial policy », *Vremya novostei*, 5 décembre 2005 ; M. Fatullaev, « Prince turns into a phony general », *Nezavisimaya gazeta*, 9 décembre 2005.

27. Ce discours adressé à un groupe d'entrepreneurs, et qui était d'une franchise inhabituelle, a fait l'objet d'une fuite dans la presse ; pour une traduction – en anglais – voir « Vladislav Surkov's secret speech: How Russia should fight international conspiracies », *Moscow times*, 12 juillet 2005, disponible sur <www.mosnews.com>.

phore, on peut identifier deux types de feux dans la région : le feu de forêt – les violences criminelles ; et le feu souterrain – le radicalisme islamique. À ce titre, on renverrait la plupart des assassinats de personnalités au Daghestan, ou les meurtres à Tcherkessk des concurrents du clan dirigeant aux feux de forêt, l'attaque sur Naltchik relevant de l'éruption subite d'un feu souterrain. La combinaison de ces logiques distinctes de violence armée génère une crise qui s'auto-entretient, un vrai brasier dont l'intensité varie en fonction du combustible disponible, mais qui est en tout état de cause fort difficile à éteindre.

Le fait que Moscou n'accorde qu'une attention déclinante à cette situation peut s'expliquer si l'on remet la crise en perspective : la Tchétchénie, aussi majeur qu'ait été l'impact de cette guerre, ne représente que moins d'un pour cent du territoire et de la population russes ; la Kalbardino-Balkarie et la République des Karatchaï-Tcherkesses sont dans le même cas ; le Daghestan est deux fois plus grand mais l'Ingouchie et la République des Adyguéens sont encore plus petites. Ensemble, ces républiques « à problème » constituent moins de 5 % de la Fédération russe²⁸. Plus inquiétante du point de vue de Moscou est l'hypothèse d'une expansion du « wahhabisme » chez les peuples musulmans de la Volga, dont les Tatars. À l'occasion de sa participation, en août 2005, aux pompeuses fêtes du millénaire de Kazan, la capitale du Tatarstan, le président Poutine s'est félicité de la prise en charge de cette menace par les autorités locales. L'efficacité de ces autorités a tant impressionné Poutine qu'il a fait du maire de Kazan, Kamil Iskhaikov, son envoyé spécial pour l'Extrême-Orient russe. C'est fort de cette responsabilité qu'Iskhaikov a participé, comme observateur (fait inédit pour un Russe), à la réunion de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à La Mecque. Poutine a beaucoup exploité ce petit succès, décrivant la Russie comme étant « l'un des principaux piliers du monde islamique » dans un discours à Grozny²⁹.

D'autres extraits de ce discours témoignent néanmoins – sans doute contrairement aux souhaits de Poutine – d'une appréhension qui perdure et s'aggrave, face à l'expansion incontrôlée de cette « interprétation fausse du Coran qui est sans aucun précédent pour les peuples du Caucase du Nord ». Au printemps 2005, Vladimir Poutine a réprimandé son ministre de l'Intérieur, Rachid Nourgaliev, pour avoir employé le mot controversé de *Jamaat*

28. Un problème particulièrement explosif pour la République des Adyguéens est la demande de sa population russe de « réunification avec la région du Krasnodar, qui entoure complètement la petite république ; voir « The Slavs of Adygeya ask for reunification with Krasnodar kray », *Lenta.ru*, 21 décembre 2005, disponible sur <www.lenta.ru>.

29. M. Gladkii, « Hajj for the investments Hajj », *Vremya novostei*, 13 décembre 2005 ; M. Muradov, « Putin has found a foundation », *Kommersant*, 13 décembre 2005.

dans ses comptes rendus, affirmant que les terroristes doivent être décrits comme tels³⁰. À Grozny, il était plus circonspect sur ceux « de l'autre bord », quand il soulignait qu'il fallait remporter d'abord la bataille des idées. C'est l'ironie de cette guerre qu'avec toutes les ressources dont il dispose, il se retrouve en position de faiblesse face au président tchétchène Abdoul Khalim Sadoulaev, qui déclare avoir l'autorité sur les *Jamaat* islamiques du Caucase du Nord³¹. Une déclaration certes démentie par les mosquées officielles, et rejetée par la majorité des musulmans de la région, mais l'assertion est efficace, et s'appuie sur une autorité morale incontestable. Le système de pouvoir de Vladimir Poutine se fonde, pour sa part, sur une popularité personnelle soigneusement cultivée, et sur l'aubaine d'un pétrole au prix sans cesse croissant. L'abondance de « pétro-roubles » a permis de travestir une corruption envahissante en « normalité » et « stabilité ». En dépit de l'enrôlement de dizaines d'experts en « technologie politique », le Kremlin a échoué à produire quoi que ce soit qui ressemble à une « idée nationale ». Chaque crise produit un choc disproportionné et paralyse un système surcentralisé. La prochaine attaque terroriste – à Makhatchkala, au terminal pétrolier de Novorossisk ou à Saint-Petersbourg lors du G8 de juillet 2006 –, aura sans doute un effet dévastateur. La question n'est pas de savoir si la Russie peut protéger le Caucase du Nord d'un soulèvement islamique, mais si elle garde suffisamment d'instinct de survie politique.

PF

MOTS CLÉS

Caucase du Nord
Islamisme
Terrorisme
Russie

30. Cette instruction est devenue par la suite une directive aux antennes de télévision ; voir I. Torbakov, « War on terrorism in the Caucasus: Russia breeds jihadists », *Chechnya weekly*, 10 novembre 2005, disponible sur <www.jamestown.org>.

31. A. Smirnov, « Abdul-Khalim Sadulaev: leader of Chechnya or entire North Caucasus? », *Chechnya weekly*, 17 novembre 2005, disponible sur <www.jamestown.org>.